Mireille Delmas-Marty

Henri Leclerc

Electronic version

URL: <https://journals.openedition.org/revdh/14538>

DOI: 10.4000/revdh.14538

ISSN: 2264-119X

Publisher

Centre de recherches et d'études sur les droits fondamentaux

Electronic reference

Henri Leclerc, "Mireille Delmas-Marty", *La Revue des droits de l'homme* [Online], Actualités Droits-Libertés, Online since 21 February 2022, connection on 23 February 2022. URL: <http://journals.openedition.org/revdh/14538> ; DOI: <https://doi.org/10.4000/revdh.14538>

This text was automatically generated on 23 February 2022.

Tous droits réservés

Mireille Delmas-Marty

Henri Leclerc

- 1 La mort de Mireille Delmas-Marty touche profondément non seulement ses proches mais aussi tous ceux qui l'ont rencontrée, ceux qui l'ont écoutée, ceux qui ont travaillé avec elle ou milité avec elle, ceux qui ont tenté même un peu de partager son savoir juridique immense, sa réflexion profonde sur le monde, sur les valeurs de l'humanisme auquel elle tenait tant, ses avancées étonnantes dans le domaine du droit, plus encore dans sa recherche inlassable des lieux vers lesquels nous diriger, sa boussole des possibles dont nous n'avons pas fini d'explorer les champs qu'elle ouvrait.
- 2 Tous ceux auxquels je parle d'elle depuis l'annonce de son décès me racontent ce qu'elle leur a apporté. Alors je vais faire de même.
- 3 Je ne la connaissais guère que de nom et par son manuel sur le Droit pénal des affaires publié des années avant le nouveau Code pénal et qui donnait des outils inédits à un avocat encore jeune cherchant à apprendre pour exercer mieux son métier. Je l'ai vraiment rencontrée pour la première fois dans un avion pour Lyon où nous devions participer à un colloque organisé au château de Goutelas par celui qui partagera plus tard sa vie et qui était depuis longtemps mon ami, Paul Bouchet. Nous étions en pleine bataille contre la loi « Sécurité et Liberté » qu'avait concoctée Alain Peyrefitte pour tenter de sauver Valéry Giscard d'Estaing menacé pour les élections présidentielles. Nous devions être en 1979 ou 1980. À ce colloque devait également intervenir l'un des coauteurs du projet de loi, le procureur général Raoul Bétaille. Dans les débats houleux et passionnés, nous manifestions ensemble notre opposition à la loi sécuritaire. La mienne était très politique et voilà qu'elle nous donnait une argumentation juridique et même philosophique. C'est elle qui m'a appris alors qu'on ne pouvait se contenter de rester à la surface des choses. Elle opposait la sécurité – dont le projet de loi lui-même osait dire dans l'exposé de ses motifs qu'elle était la « première des libertés » – au droit à la sûreté affirmé en 1789 à l'article 2 de la Déclaration des droits de l'Homme. Son combat sur ce sujet n'a jamais cessé, allant en s'approfondissant et en s'élargissant à la dénonciation d'une véritable menace d'une société policière. N'écrivait-elle pas, il y a un an, après l'énoncé par le président de la République de la « guerre » qu'il fallait mener contre le covid-19 : *« toujours la même obsession sécuritaire, le même rêve d'un monde*

sans risque, sans crime et sans maladie. On s'en réjouirait si l'on ne savait avec quelle facilité le rêve d'un monde parfait peut tourner au cauchemar des sociétés de la peur. »

- 4 Et puis ce fut le temps de la réflexion sur le droit positif. Nous avons participé ensemble à bien des commissions, à des comités de réflexion divers mis en place par Robert Badinter pour réformer la loi et la justice. Ce fut d'abord la Commission réunie autour du professeur Jacques Léauté qui devait préparer l'abrogation de la loi scélérate « Sécurité et Liberté » et réfléchir aux réformes procédurales nécessaires, à laquelle participaient des professeurs, des magistrats et des avocats. Mireille était là, avec sa frêle silhouette, modeste mais si compétente et si pertinente que rapidement ses avis firent autorité.
- 5 Il y eut bien d'autres réunions, avec des discussions sur des sujets parfois d'apparence assez futile. Je me souviens d'un débat sur la suppression du mot « inculpation ». L'appellation « mise en examen » a-t-elle résolu le problème ? Mais aussi, plus importante, plus sujette à débat, la question de l'enregistrement et de la diffusion des procès par la radio ou la télévision. Plusieurs y étaient très favorables mais Mireille Delmas-Marty émettait des réserves. Finalement nous avons choisi la diffusion possible avec des restrictions et la proposition d'une loi expérimentale à durée limitée. Robert Badinter la réduisit aux enregistrements destinés à être archivés pendant 50 ans des grands procès historiques. Au même moment, Mireille participait à la Commission de réforme du Code pénal dont je n'étais pas. On peut se demander comment cette femme pouvait avoir tant d'activités et continuer, outre son travail de professeure d'université, à participer à autant de réunions et à produire autant d'articles, de livres dont l'extrême densité n'a pas fini d'être analysée.
- 6 Puis il y eut la Commission justice pénale et droits de l'homme mise en place par Pierre Arpaillange, nouveau garde des Sceaux dans le gouvernement de Michel Rocard. Je n'avais accepté d'y participer que parce qu'elle en avait été nommée présidente. Il y avait là encore beaucoup de praticiens, dont le procureur général Pierre Truche ou le président André Braunschweig, des conseillers d'État comme le mythique Guy Braibant ou le futur président de la Cour européenne des droits de l'homme, Jean-Paul Costa, des avocats, des directeurs du ministère. Dès le départ l'orientation donnée par elle fut remarquable. Nous avons formulé des grands principes fondés essentiellement sur la jurisprudence constitutionnelle, la Convention européenne des droits de l'homme et la jurisprudence de la cour de Strasbourg, qui devaient encadrer notre travail. La consultation sur ces principes auprès des cours et tribunaux rencontra beaucoup d'hostilité. Mais notre présidente tint fermement la barre. Et finalement, s'appuyant sur ces principes, après de très longs débats qu'elle dirigeait avec une autorité ferme et douce à la fois, attentive à l'avis de chacun, le rapport fut établi. Il fut classé aux archives. Quelques-uns des principes qu'il contenait furent affirmés dix ans plus tard dans l'article préliminaire du Code de procédure pénale et le juge d'instruction fut dépossédé alors de sa fonction emblématique de placer en détention provisoire. Le rapport reste une référence d'autant plus saluée que bien peu le connaissent. Je me souviendrai toujours de ce jour où, sortant d'une rencontre avec le garde des Sceaux et descendant le grand escalier du ministère de la Justice, elle, Pierre Truche et moi, nous rendîmes compte avec une certaine amertume que jamais les réformes que nous avions proposées ne seraient mises en œuvre.
- 7 Sur un autre front, dès 1992 Mireille Delmas-Marty s'active dans un domaine qui la passionne et sur lequel elle n'a pas cessé de produire : elle fait partie du Comité de

réflexion sur la création d'une juridiction pénale internationale ; elle travaille aussi à la création d'instruments juridiques et judiciaires de l'Union européenne – et on peut dire qu'elle est au cœur de la création récente du Parquet européen dont bien des modes de fonctionnement rappellent ses travaux antérieurs.

- 8 Cette pédagogue hors pair, dont les si nombreux étudiants ne parlent qu'avec une nostalgie admirative, acheva son parcours universitaire en étant élue au Collège de France, titulaire de la chaire « Études juridiques comparatives et internationalisation du droit » en 2002. Elle y restera jusqu'en 2011, enchainant chaque année sa réflexion sur le « droit commun » pour l'humanité revisitée sous divers aspects. J'aurai eu la chance d'assister à ses leçons inaugurales puis, au fil des années et en fonction de nos emplois du temps encombrés, à ces moments où sa pensée toujours en mouvement ouvrait de nouvelles pistes qui souvent désarçonnaient l'auditeur mais où elle conservait toujours une place pour la réflexion juridique traditionnelle qu'elle ne rejetait pas. Ce que j'en retiens de très fort, c'est sa déclinaison constante du principe de dignité humaine, qu'elle appelait humanisme ou plus simplement humanité.
- 9 Il nous manquera la suite de son dernier cours, édité sous le titre de ce concept complexe qu'elle avait forgé de « boussole des possibles », nous laissant sur notre faim. Mireille n'a cessé de gravir les marches d'une pensée juridique complexe, d'une richesse étonnante ; or voilà qu'il n'y aura plus de nouvelles marches...

*

Les Lettres « Actualités Droits-Libertés » (ADL) du CREDOF (pour s'y abonner) sont accessibles sur le site de la Revue des Droits de l'Homme (RevDH) – Contact

AUTHOR

HENRI LECLERC

Avocat honoraire, président d'honneur de la Ligue des Droits de l'Homme